

Lettre ouverte à François Ruffin

En dénonçant l'infamie du comportement de la majorité face à la situation des élèves en situation de handicap et de leurs accompagnant(e)s, François Ruffin a mis en pleine lumière le vrai visage de LREM et de la politique sociale de Macron et de son gouvernement de marionnettes



Merci M. François Ruffin pour votre colère. J'espère qu'elle portera ses fruits au-delà de l'hémicycle. Si bien plus d'élus(e)s de gauche et de droite étaient engagés, comme vous, en faveur de tous les Français vivant dans la précarité, la France "du bas" n'en serait pas là où elle en est aujourd'hui. C'est-à-dire à genoux et résignée, soumise aux diktats de la France "du haut".

Au-delà de votre interpellation indignée, vous avez mis à jour et à nu le véritable visage d'une majorité composée de gens coupés de la réalité du terrain, contrairement à ce qu'ils imaginent. Pire, une majorité bêtement et docilement aux ordres. C'est dramatique et consternant. On le sait depuis longtemps qu'elle n'a aucun libre arbitre, aucune liberté, juste celle d'être au garde-à-vous devant Jupiter, le tout-puissant demiurge omnipotent, mais désormais, s'il en restait un, le doute n'est plus permis. Et pour aller où ? Droit dans le mur.

Et que font les Français, tous ces précaires de plus en plus nombreux, ces marginaux, cette plaie sociale qui a le déshonneur d'être différente, donc de faire tâche dans le paysage ? Ils plient l'échine et subissent. Pourquoi ? Par peur de quoi ? D'en avoir encore moins s'ils osent revendiquer, voire se soulever ? Quand comprendront-ils que l'on ne peut pas tomber plus bas que terre, là où ils sont de toute façon et depuis combien de temps parfois ? Quand cesseront-ils de se laisser traiter de "faïnéants" par des privilégiés qui ne savent même pas ce qu'est l'humiliation d'être au chômage ?

En France, toutes les minorités sont sur le même bateau et, toutes unies, rassemblées, il est évident qu'elles auraient les moyens de faire bouger les lignes de l'égalité des droits, dans un pays où ne règne plus que le droit des plus forts, des nantis.

Que devient le pays des droits de l'Homme et du Citoyen ?

Les professionnels du médico-social et du médical sont parmi les plus mal payés en France, alors même qu'ils sont essentiels, vitaux. Comme vous le relevez à très juste titre. Et que fait-on afin d'y remédier ? Rien. Au mieux, le minimum charitable ? C'est écoeurant de la part d'un président, de ministre et de parlementaires qui, non seulement, ont les moyens de vivre aisément et, en plus, se gardent bien de se serrer la ceinture, ainsi que c'est exigé de la plèbe.

N'en déplaise aux gens de la haute administration, aux gens de pouvoir, une nation a besoin d'un peuple en état de marche, d'un peuple heureux, ayant le minimum indispensable pour conserver sa

dignité, sa santé et son bien-être. Ce qu'ils refusent de comprendre et d'admettre depuis 1984 et le début du déclin, de la régression de la politique sociale, à l'exception de quelques soubresauts humanistes telle que la loi du 11 février 2005 (que nous devons à la droite, mais que l'on a vite regrettée et détricote depuis lors progressivement).

À l'instar de Mitterrand, puis de Sarkozy et Hollande, Macron donne d'une main ce qu'il retirera tôt ou tard de l'autre. Il en sera ainsi jusqu'à ce qu'il ne puisse pas pressurer davantage les exploités. Dont les personnes handicapées font partie, au même titre que les personnes âgées, les migrants, les chômeurs, etc.

Nous savons pertinemment que l'AAH à 900 € est une supercherie qui ne dit pas son nom (c'est d'ailleurs une promesse pour laquelle Macron doit se mordre les doigts de l'avoir faite pour grappiller quelques voix supplémentaires l'année dernière). Dès 2020, l'AAH sera progressivement rogné sans même que les "gentils handicapés" dociles ne le remarquent, pour la plupart ; de même qu'il est prévu de pénaliser les personnes qui ont la chance d'être en couple, les faisant dépendre encore un peu plus de leur conjoint(e). C'est fou comme on s'ingénie à humilier les plus précaires, en plus de les appauvrir.

Pourquoi ce serait différent d'avant ? En politique, il ne faut pas perdre les bonnes habitudes, celles qui vous offrent les grâces et le soutien des obsédés du pognon, du bénéfice et de la rentabilité à n'importe quel prix. Et vive la justice sociale !

Monsieur Ruffin, oseriez-vous lancer, dans l'hémicycle, le débat autour de l'accompagnement à la vie affective, sensuelle et/ou sexuelle des personnes en situation de handicap ? Un accompagnement reconnu dans une dizaine de pays d'Europe, parfois depuis 1980, à l'instar des Pays-Bas, et n'existe pas qu'en Europe. |

Il est vrai que le puritanisme, la morale, le dogmatisme, l'intolérance et la condamnation, sans nuance, de toute forme de prostitution, y compris la prostitution volontaire et autonome, maintiennent dans leur cécité intellectuelle tous ces réfractaires au respect des libertés individuelles, ces "aveugles" pour qui argent et sexe sont obligatoirement incompatibles. Mais c'est un autre débat.

Monsieur Ruffin, l'accompagnement sexuel est ouvertement pratiqué depuis 2015, grâce à l'*Association Pour la Promotion de l'Accompagnement Sexuel* que je préside, la seule dans son genre en France, car la seule à assumer pleinement d'être en infraction avec la loi sur le proxénétisme et contre la pénalisation des clients.

L'APPAS est de ce fait hors-la-loi en toute transparence depuis 2015, d'autant qu'elle est régulièrement médiatisée, et cela en toute impunité. Alors même qu'elle devrait être passible de sept ans de prison et 170 000 € d'amende !

Où est le hiatus ?

On voudrait nous condamner pour quoi du reste ? Délit d'humanité ? Car nous sommes les seuls à proposer des réponses positives à des demandes de plus en plus nombreuses et à entendre la souffrance des parents conduits à masturber leur enfant en désespoir de cause et des professionnels du médico-social totalement démunis ?

Dans ce cas, je suis fier d'être un proxénète bénévole, fier de contrevenir à une loi profondément injuste car discriminante et stigmatisante.

Monsieur Ruffin seriez-vous prêt à défendre cette cause avec la même force que vous venez de défendre l'avenir des élèves en situation de handicap et celui de leurs accompagnant(e)s ?

Politiquement vôtre,

Marcel Nuss
Président de l'APPAS

*Le Club est l'espace de libre expression des abonnés de Mediapart.
Ses contenus n'engagent pas la rédaction.*